

Dijon, le 17/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DIJON CEREALES-mirebeau**

Route de Gray

21310 MIREBEAU SUR BEZE

Références : 0005401627/2022-124

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement DIJON CEREALES-mirebeau implanté Route de Gray 21310 MIREBEAU SUR BEZE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DIJON CEREALES-mirebeau
- Route de Gray 21310 MIREBEAU SUR BEZE
- Code AIOT dans GUN : 0005401627
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

Dijon Céréales - coopérative (stockage des céréales, engrais, semences)

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- moyens de lutte contre l'incendie,
- exercice POI

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - x le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - x les observations éventuelles ;
  - x le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - x le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/1993, article 7.4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entrainement du personnel	Arrêté Préfectoral du 21/07/1993, article 7.6	/	Sans objet
Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de p...	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 21/07/1993, article 1.2	/	Sans objet
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La préparation des exploitants à faire face à un évènement accidentel constitue un des piliers de la démarche de maîtrise des risques.

L'inspection de l'établissement DC Mirebeau vise à contrôler le caractère opérationnel du Plan d'opération interne (POI) de l'installation. Il ressort de cette inspection que toute l'équipe a été efficace et réactive lors de l'exercice.

Néanmoins, l'exploitant doit organiser les exercices "incendie" afin de maintenir la fluidité des actions de ses équipes. La connaissance des procédures "ad hoc", des moyens disponibles et l'organisation de tests en situation réelle de l'ensemble des agents travaillant sur ce site est indispensable pour asseoir les actions nécessaires en cas d'urgence.

Enfin, il est rappelé que l'arrêté du 24 septembre 2020 précise un certain nombre d'éléments devant figurer dans le plan d'opération interne à compter du 01er janvier 2023.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Classement des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/1993, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des Installations Classées
<p><b>Constats :</b> A la suite de l'entrée en application de la Directive SEVESO III le 1er juin 2015 et conformément aux dispositions des articles L.513-1 et R513-1 du Code de l'environnement, DC a transmis, par courrier du 30 mars 2016, une déclaration d'antériorité à travers laquelle l'exploitant sollicite le bénéfice des droits acquis. Le nouveau classement est le suivant (rapport du 18/07/2019) :</p> <p><b>Autorisation pour la rubrique 2160.2.a (44 800 m<sup>3</sup>)</b></p> <p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup></p> <p><b>Autorisation (Seveso Bas ) pour la rubrique 4702.II. (2500 t)</b></p> <p>III.a</p> <p>Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.</p> <p>II. Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) qui satisfont aux conditions de l'annexe III-2 (*) du règlement européen et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• supérieure à 24,5 % en poids, sauf pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ;</li> <li>• supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium ;</li> <li>• supérieure à 28 % en poids pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 %.</li> </ul> <p>La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 250 t</p> <p><b>Déclaration pour la rubrique 2175 (690 m<sup>3</sup>):</b></p> <p>Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l Lorsque la capacité totale est : Supérieure à 100 m<sup>3</sup>.</p> <p><b>Déclaration avec contrôle pour la rubrique 2260.1.b (289 kW) :</b></p> <p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221 ou 3642.</p> <p>1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>b) supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW</p> <p><b>Déclaration avec contrôle pour la rubrique 4702.IV (2500 t)</b></p>

<p>Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.</p> <p>IV. Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %).</p> <p>La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 250 t</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitation s'effectue sous la surveillance d'un chef du silo, qui est spécialement formé aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Les dernières formations suivies sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• risques explosion silo (décembre 2021) - formation dispensée par La Coopérative Agricole ;</li> <li>• chef du silo ( juin 2021) - formation dispensée en interne ;</li> <li>• engrais solides (mai 2021) - formation dispensée par La Coopérative Agricole ;</li> <li>• incendie (mars 2020).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer. La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b> Plusieurs procédures et consignes encadrent l'exploitation du site (incendie, sécurité des intervenants, alerte en cas d'incident,, ...), par exemple :  <ul style="list-style-type: none"><li>• Fiches réflexe POI et CONSIGNE DE SÉCURITÉ - CONS/EXP/15 Version 2 de 2021 ;</li><li>• procédure « Métiers du grain » PRO/CE/04 - V18 08/04/2021 ;</li><li>• zonage ATEX PRO/EXP/27:version de 202;</li><li>• LIST/EXP/26 Version 1 du 08/04/2021</li></ul> Les consignes de sécurité sont affichées et tenues à jour. Les consignes de sécurité sont disponibles dans le logiciel interne et consultables à tout moment. Elles n'appellent pas de remarque.  Les consignes sont placées aux différents endroits du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accidents ou incidents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Aucun accident, ni incident n'est survenu sur le site depuis la dernière inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/1993, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de lutte contre l'incendie est établi en accord avec le représentant de la Direction des Services Départementaux d'Incendie et de Secours</p> <p><b>Constats :</b> L'établissement dispose d'un POI avec un schéma d'alerte Fiche 4 et un organigramme de fonction (fiche 30). Il est facilement exploitable et accompagné d'une liste des téléphones d'urgence, d'une procédure d'appel des sapeurs pompiers et d'une consigne sur la communication extérieure. Les actions à entreprendre dans le cas d'un incendie sont bien identifiées (fiches 31 et 32).</p> <p>Le POI contient l'inventaire des moyens de lutte contre incendie présents sur site (fiches 28 et 29).</p> <p>Le jour de l'inspection un exercice POI est organisé. Le sinistre simulé est : « incendie de silo 3 dont l'origine est le travail par points chauds en haut du silo 3 sur l'organe de manutention par un agent salarié. Un mannequin est mis en place pour simuler une victime inconsciente. L'apprenti qui se trouve également dans le silo 3 (niveau inférieur par rapport à l'incendie) est informé par le capitaine des pompiers chargé de superviser l'exercice, qu'un incendie s'est déclenché dans le silo 3 à l'étage supérieur et que le feu est non maîtrisable.</p> <p><u>Chronologie des événements :</u></p> <p>09h18 : mise en place de la machine à fumée;  09h20 : déclenchement de l'exercice – l'information sur une probable incendie dans la silo 3 est donnée au chef du silo ;  09h22 : le chef du silo arrive sur place et lève le doute ;  09h28 : le chef du silo appelle les pompiers ;  09h30 : le chef du silo appelle le responsable régional;  09h31 : l'ordre de couper gaz et électricité est donné; le chef du silo alerte également les autres salariés et leur demande de se réunir au point de rassemblement; le chef de silo désigne la personne responsable de l'accueil de pompiers;  09:32: évacuation du site est terminée - 10 personnes sont rassemblées 5 employés du silos et 5 intervenants extérieurs,  09h33 : les pompiers arrivent sur le site;  09:34: les pompiers arrivent à l'endroit du sinistre et sont accueillis par le chef du silo qui transmet les informations (silo 3);  09:36: le chef de pompiers demande un plan qui ne se trouve pas sur place, le chef de silo s'absente pour le chercher  09:39: retour du chef de silo et poursuite des échanges avec le chef des pompiers;  09:41: les pompiers commencent à monter  09:45 : le nouveau point avec le chef du silo - confusion sur l'emplacement exact de l'incendie et de la victime;  09:48 : la victime est retrouvée;  09:49 : le responsable régional arrive;  09:54 : la victime est évacuée;  10:02 : fin de l'exercice</p> <p><u>Observation 1 :</u> Il manque un plan du site à l'entrée du silo reprenant les différents emplacements des moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p><u>Observation 2 :</u> Les colonnes sèches et les colonnes d'aspiration ne sont pas différenciées.</p> <p><u>Observation 3 :</u> Il a été difficile de décrire précisément la configuration de l'étage - l'utilisation d'un schéma simplifié pour faciliter la communication est à envisager.</p> <p><u>Observation 4 :</u> Il y a eu confusion entre les étages du silo car il existe un écart entre le "niveau escalier" et le "niveau ascenseur" . Un signallement mural du numéro de l'étage est à envisager pour donner les</p>

repères aux pompiers. Par ailleurs, il est nécessaire de connaître la localisation exacte de l'incendie (étage) pour acheminer l'eau en hauteur – la capacité d'engin de pompage est à adapter en fonction de la hauteur.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Entraînement du personnel

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/07/1993, article 7.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, exercice incendie

**Prescription contrôlée :**

Le personnel doit être entraîné régulièrement au maniement du matériel de lutte.

Des exercices de lutte sont effectués périodiquement, l'espacement entre deux exercices ne pourra excéder un trimestre.

Au moins une fois par an, un exercice est fait, si possible, en liaison avec la brigade de sapeurs pompiers.

**Constats :** L'exploitant n'organise pas d'exercice incendie. Aucun suivi n'est mis en place pour le personnel.

En revanche, une convention a été établie entre DC et les pompiers les autorisant de s'entraîner sur les différents sites et notamment sur le site de Mirebeau.

Le dernière exercice sur Mirebeau, impliquant les pompiers, date de novembre 2021.

Les exercices en interne devrait être organisés en plus des interventions des pompiers.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :** Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de p...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le plan des installations avec indication :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;</li></ul></li><li>• les mesures de protection définies à l'article 10 ;</li><li>• les moyens de lutte contre l'incendie ;</li><li>• les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li><li>• les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;</li><li>• et le cas échéant :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ la procédure d'inertage ;</li><li>◦ la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.</li></ul></li></ul>
<p><b>Constats :</b> Moyens matériels</p> <p>L'établissement est doté des moyens de lutte contre l'incendie suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Extincteur à poudre</li><li>• Extincteur CO<sub>2</sub></li><li>• RIA</li><li>• Borne incendie (60 m<sup>3</sup>/h)</li><li>• Appareil respiratoire à cartouche filtrante</li><li>• Lance auto-propulsive (disponible sous 1 heure)</li><li>• Une réserve d'eau supplémentaire de 400m<sup>3</sup>.</li></ul> <p>L'exploitant dispose d'un registre de sécurité mentionnant les entretiens des moyens de lutte contre incendie. Par sondage, certains éléments de ce registre ont été vérifiés et notamment les extincteurs, détecteurs incendie ou encore exutoires de fumées.</p> <p>Le registre n'appelle pas de remarque.</p> <p>Lors de l'inspection, les pompiers ont procédé aux vérifications de la colonne sèche du silo 3. A l'issue de ce contrôle il s'avérait que la colonne n'était pas conforme. En effet, selon le SDIS, il manquait des robinets habituellement placés à chaque étage du silo.</p> <p>L'exploitant prendra contact avec le SDIS pour se mettre en conformité au niveau de la colonne sèche du silo 3 et vérifier l'ensemble de son installation</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet